

§ 2. En cas de désaccord avec la décision visée au § 1er, le requérant peut introduire une réclamation motivée auprès du Ministre.

§ 3. Les listes des additifs autorisés dans les denrées alimentaires sont adaptées par Nous tous les deux ans pour tenir compte des décisions visées au § 1er qui impliquent une modification de ces listes.

§ 4. Lorsque la décision visée au § 1er concerne une nouvelle autorisation d'emploi d'un additif ou une augmentation de la teneur autorisée et en attendant l'adaptation des listes prévue au § 3, l'additif peut être utilisé selon les conditions prévues par la dite décision. ».

Art. 4. A l'annexe de l'arrêté royal du 1er décembre 1977 précité, le deuxième alinéa du 8° est supprimé.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce que le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,  
R. DELIZEE

§ 2. Indien de aanvrager niet instemt met de in § 1 bedoelde beslissing kan hij een gemotiveerd bezwaar bij de Minister indienen.

§ 3. De lijsten van de in voedingsmiddelen toegelaten additieven worden door Ons om de twee jaar aangepast om rekening te houden met de in § 1 bedoelde beslissing die een wijziging van de lijsten voor gevolg hebben.

§ 4. Wanneer de in § 1 bedoelde beslissing een nieuwe toelating voor het gebruik van een additief of een verhoging van het toegelaten gehalte betreft mag het additief, in afwachting van de in § 3 bedoelde aanpassing van de lijsten, gebruikt worden overeenkomstig de in de bedoelde beslissing voorziene voorwaarden. ».

Art. 4. In de bijlage van het voornoemde koninklijk besluit van 1 december 1977 wordt het 2de lid van het 8° geschrapt.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,  
R. DELIZEE

F. 91 — 1650

12 MARS 1991

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1980 relatif au commerce et à l'étiquetage des additifs

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, modifiée par la loi du 22 mars 1989;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1980 relatif au commerce et à l'étiquetage des additifs modifié par les arrêtés royaux du 22 décembre 1983, 6 août 1986 et 8 août 1988;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1988 (89/107/CEE) relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les additifs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que ces dispositions doivent être arrêtées dans le délai prescrit par la directive 89/107/CEE précitée en accordant aux fabricants un délai suffisant pour leur permettre de s'y conformer;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1er, 1° de l'arrêté royal du 2 octobre 1980 relatif au commerce et à l'étiquetage des additifs est remplacé par la disposition suivante :

« 1° *Additif* : toute substance habituellement non consommée comme aliment en soi, et habituellement non utilisée comme ingrédient caractéristique dans l'alimentation, possédant ou non une valeur nutritive, et dont l'adjonction intentionnelle aux denrées alimentaires, dans un but technologique, au stade de leur fabrica-

N. 91 — 1650

12 MAART 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1980 betreffende de handel en de etikettering van toevoegsels

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, gewijzigd bij de wet van 22 maart 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1980 betreffende de handel en de etikettering van toevoegsels, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 december 1983, 6 augustus 1986 en 8 augustus 1988;

Gelet op de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 december 1988 (89/107/EEG) betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake levensmiddelenadditieven die in voor menselijke voeding bestemde waren mogen worden gebruikt;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat deze bepalingen binnen de door de voornoemde richtlijn 89/107/EEG bepaalde termijn moeten vastgesteld worden om aan de fabrikanten een voldoende termijn toe te kennen teneinde er zich in overeenstemming mee te kunnen brengen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, 1° van het koninklijk besluit van 2 oktober 1980 betreffende de handel en de etikettering van toevoegsels wordt door de volgende bepaling vervangen :

1° *Toevoegsel, additief* . elke stof met of zonder voedingswaarde die op zichzelf gewoonlijk niet als voedsel wordt geconsumeerd en gewoonlijk niet als kenmerkend voedingsingrediënt wordt gebruikt en die om technische redenen bij het vervaardigen, verwerken, bereiden, behandelen, verpakken, vervoeren of opslaan van

tion, transformation, préparation, traitement, conditionnement, transport ou entreposage, a pour effet, ou peut raisonnablement être estimée avoir pour effet, qu'elle devient elle-même, ou que ses dérivés deviennent, directement ou indirectement, un composant de ces denrées alimentaires. »

**Art. 2.** L'article 4 de l'arrêté royal du 2 octobre 1980 précité, modifié par l'arrêté royal du 22 décembre 1983, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4. § 1er. Les additifs non destinés à la vente au consommateur final ne peuvent être commercialisés que si leurs emballages ou récipients portent les indications suivantes, en caractères apparents, clairement lisibles et indélébiles :

a) lorsque les additifs sont vendus individuellement ou en mélange entre eux, le nom de chaque additif et le numéro CEE ou, à défaut d'une telle disposition, une description de l'additif suffisamment précise pour permettre de le distinguer des additifs avec lesquels il pourrait être confondu, dans l'ordre décroissant de l'importance pondérale par rapport au total;

lorsque sont incorporés aux additifs d'autres substances, matières ou ingrédients alimentaires destinés à faciliter l'entreposage, la vente, la normalisation, la dilution ou la dissolution d'un ou de plusieurs additifs alimentaires, le nom de l'additif conformément au premier tiret ainsi que l'indication de chaque composant, dans l'ordre décroissant de l'importance pondérale par rapport au total;

b) soit la mention « pour utilisation dans les denrées alimentaires »,

soit la mention « pour denrées alimentaires, utilisation limitée », soit une indication plus spécifique au sujet de l'utilisation alimentaire à laquelle l'additif est destiné;

c) le cas échéant, les conditions particulières de conservation et d'utilisation;

d) le mode d'emploi, au cas où son omission ne permettrait pas de faire un usage approprié de l'additif;

e) une mention permettant d'identifier le lot;

f) le nom ou la raison sociale et l'adresse du fabricant ou du conditionneur ou d'un vendeur établi dans la Communauté;

g) l'indication du pourcentage de tout composant dont l'incorporation dans un aliment est soumise à une limitation quantitative, ou une information appropriée relative à la composition permettant à l'acheteur de s'y conformer. Au cas où la même limitation quantitative s'appliquerait à un groupe de composants utilisés séparément ou en combinaison, le pourcentage combiné peut être indiqué par un seul chiffre;

h) lorsqu'il s'agit des additifs énumérés à l'annexe sous I de cet arrêté sous les numéros E 407 et E 440 i et ii (carragénanes), pectine et pectine amidée) et lorsque des sucres ont été ajoutés à des fins de standardisation, la mention « sucre(s) ajouté(s) pour standardisation » accompagne la dénomination;

i) lorsqu'il s'agit de l'additif énuméré à l'annexe sous I de cet arrêté sous le n° E 420 ii (sirop de sorbitol) et lorsque celui-ci présente après hydrolyse une teneur totale en sucres supérieure à 1 %, exprimée en saccharose, une mention appropriée indique cette particularité.

§ 2. Par dérogation au § 1er, les mentions prévues au § 1er, point a), deuxième tiret et aux points d) à i) de ce paragraphe peuvent ne figurer que sur les documents commerciaux relatifs au lot à fournir avec ou avant la livraison, à condition que la mention « destiné à la fabrication de denrées alimentaires et non à la vente au détail » figure en un endroit bien visible de l'emballage ou du récipient du produit en question. »

**Art. 3.** L'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1980 précité est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 6. Les additifs destinés à la vente au consommateur final ne peuvent être commercialisés que si leurs emballages ou leurs conteneurs portent les indications suivantes, en caractères apparents, clairement lisibles et indélébiles :

a) la dénomination de vente du produit. Cette dénomination est constituée du nom applicable au produit en question et son numéro CEE ou, à défaut d'une telle disposition, d'une description du produit suffisamment précise pour permettre de le distinguer des produits avec lesquels il pourrait être confondu;

b) les informations requises par l'article 4, § 1er, points a) à f) et points h et i);

voedingsmiddelen bewust aan deze voedingsmiddelen wordt toegevoegd, met als gevolg of redelijkerwijs te verwachten gevolg dat de stof zelf dan wel de derivaten ervan, direct of indirect, een bestanddeel van die voedingsmiddelen worden. »

**Art. 2.** Artikel 4 van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1980, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 december 1983, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 4. § 1. Additieven die niet voor verkoop aan de eindverbruiker zijn bestemd, mogen slechts in de handel worden gebracht indien op de verpakking of recipient de volgende goed zichtbare, duidelijk leesbare en onuitwisbare gegevens zijn aangebracht :

a) voor additieven die afzonderlijk of met elkaar gemengd worden verkocht en voor elk additief, de naam en het EEG-nummer, of, bij ontbreken van dergelijke bepalingen, een omschrijving van het additief die voldoende nauwkeurig is om het te kunnen onderscheiden van andere additieven waarmee het kan worden verward, in afdalende volgorde van het gewichtsaandeel in het totaal;

wanneer in additieven andere stoffen, materialen of voedselingredienten worden geïntegreerd om het opslaan, verkopen, standaardiseren, verdunnen of oplossen van één of meer additieven te vergemakkelijken, de naam van het additief overeenkomstig het eerste streepje alsmede de vermelding van elk bestanddeel in afdalende volgorde van het gewichtsaandeel in het totaal;

b) hetzij de vermelding « voor gebruik in levensmiddelen »,

hetzij de vermelding « voor levensmiddelen, beperkt gebruik »,

hetzij een meer specifieke aanduiding inzake het voedingsgebruik waarvoor het additief is bestemd;

c) zo nodig de bijzondere voorwaarden voor de bewaring en het gebruik;

d) een gebruiksaanwijzing indien een behoorlijk gebruik van het additief zonder gebruiksaanwijzing onmogelijk is;

e) een vermelding aan de hand waarvan de partij kan worden geïdentificeerd;

f) de naam of handelsnaam en het adres van de fabrikant of van de verpakker dan wel van een in de Gemeenschap gevestigde verkoper;

g) een aanduiding van het percentage van elk bestanddeel waarvoor in een voedingsmiddel een kwantitatieve beperking geldt of andere passende gegevens over de samenstelling aan de hand waarvan de koper er kan aan voldoen. Indien deze kwantitatieve beperking geldt voor een groep bestanddelen die afzonderlijk of in combinatie worden gebruikt, mag het gecombineerde percentage in één getal worden aangegeven;

h) wanneer het de toevoegsels vermeld in bijlage onder I van dit besluit onder de nummers E 407 en E 440 i en ii (carrageen, pektine en geamideerde pektine) betreft en wanneer suikers met het oog op de standaardisering werden toegevoegd, de vermelding, bij de benaming : « met suiker(s) gestandaardiseerd »;

i) wanneer het het toevoegsel vermeld in bijlage onder I van dit besluit onder nr. E 420 ii (sorbitolstroop) betreft en wanneer deze na hydrolyse een totaalgehalte aan suikers van meer dan 1 %, uitgedrukt in saccharose, vertoont, een passende vermelding waaruit die particulariteit moet blijken.

§ 2. In afwijking van § 1, behoeven de in § 1, onder a), tweede streepje, alsmede de onder d) tot i) van deze paragraaf genoemde aanduidingen alleen in de vóór of bij levering te verstrekken handelsdocumenten betreffende de partij te worden vermeld, mits de aanduiding « bestemd voor de vervaardiging van levensmiddelen, niet voor de verkoop in het klein » op een goed zichtbare plaats van de verpakking of het recipient van het betrokken produkt voorkomt. »

**Art. 3.** Artikel 6 van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1980 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 6. Additieven die bestemd zijn om aan de eindverbruiker te worden verkocht, mogen slechts in de handel worden gebracht indien op de verpakking of recipient de volgende goed zichtbare, duidelijk leesbare en onuitwisbare gegevens zijn aangebracht :

a) de naam waaronder het produkt wordt verkocht. Deze naam is die welke voor het betrokken produkt geldt en het EEG-nummer ervan, of, bij het ontbreken van zulke bepalingen, een omschrijving van het produkt die voldoende nauwkeurig is om het te kunnen onderscheiden van andere produkten waarmee het kan worden verward;

b) de gegevens die volgens artikel 4, § 1, onder a) tot en met f) en punten h) en i), zijn vereist;

c) la date de durabilité minimale au sens de l'arrêté royal du 13 novembre 1986 relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées. ».

**Art. 4.** Par mesure transitoire les additifs qui ne satisfont pas aux dispositions du présent arrêté mais qui satisfont aux dispositions de l'arrêté royal du 2 octobre 1980 précité, peuvent rester dans le commerce jusqu'au 28 décembre 1991.

**Art. 5.** Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1991.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

R. DELIZÉE

c) de datum van minimale houdbaarheid in de zin van het koninklijk besluit van 13 november 1986 betreffende de etikettering van voorverpakte voedingsmiddelen. ».

**Art. 4.** Bij wijze van overgangsmaatregel mogen de additieven die niet aan de bepalingen van dit besluit voldoen maar die wel aan de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 2 oktober 1980 voldoen, tot 28 december 1991 in de handel blijven.

**Art. 5.** Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 1991.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

R. DELIZÉE

F. 91 — 1051

**12 MARS 1991. — Arrêté royal concernant les additifs pouvant être employés dans les denrées alimentaires**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, modifiée par la loi du 22 mars 1989;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 21 décembre 1988 (89/107/CEE) relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les additifs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que ces dispositions doivent être arrêtées dans le délai prescrit par la directive 89/107/CEE précitée en accordant aux fabricants un délai suffisant pour leur permettre de s'y conformer;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique aux additifs alimentaires relevant des catégories énumérées à l'annexe I et employés ou destinés à être employés comme ingrédients dans la fabrication ou la préparation d'une denrée alimentaire et encore présents dans le produit fini, éventuellement sous une forme modifiée, ci-après dénommés « additifs ».

§ 2. Le présent arrêté ne s'applique pas :

- a) aux auxiliaires technologiques;
- b) aux arômes;
- c) aux substances ajoutées aux denrées alimentaires en tant que nutriments.

§ 3. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> *Additif* :

toute substance habituellement non consommée comme aliment en soi, et habituellement non utilisée comme ingrédient caractéristique dans l'alimentation, possédant ou non une valeur nutritive, et dont l'adjonction intentionnelle aux denrées alimentaires, dans un

N. 91 — 1051

**12 MAART 1991. — Koninklijk besluit betreffende de toevoegsels die in voedingsmiddelen mogen gebruikt worden**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, gewijzigd bij de wet van 22 maart 1989;

Gelet op de Richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 december 1988 (89/107/EEG) betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake levensmiddelenadditieven die in voor menselijke voeding bestemde waren mogen worden gebruikt;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat deze bepalingen binnen de door de voornoemde richtlijn 89/107/EEG bepaalde termijn moeten vastgesteld worden om aan de-fabrikanten een voldoende termijn toe te kennen teneinde er zich in overeenstemming mee te kunnen brengen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Dit besluit is van toepassing op de toevoegsels van de in bijlage I vermelde categorieën die worden gebruikt of bestemd zijn om te worden gebruikt als ingrediënten bij de vervaardiging of de bereiding van voedingsmiddelen en die, zelfs in gewijzigde vorm, nog in het eindprodukt aanwezig zijn, hierna « additieven » te noemen.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op :

- a) technische hulpstoffen;
- b) aroma's;
- c) stoffen die als nutriënten aan voedingsmiddelen worden toegevoegd.

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder

1<sup>o</sup> *Additief* :

elke stof met of zonder voedingswaarde die op zichzelf gewoonlijk niet als voedsel wordt geconsumeerd en gewoonlijk niet als kenmerkend voedselingsrediënt wordt gebruikt, en die om technische redenen bij het vervaardigen, verwerken, bereiden, behandelen